



- > **CONDITIONS GÉNÉRALES**
- > **APERÇU DES CARACTÉRISTIQUES ET  
RISQUES ESSENTIELS  
DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

## > CONDITIONS GENERALES

---

Les présentes conditions générales régissent le contrat entre Keytrade Bank Luxembourg S.A. (ci-après «la Banque»), et ses clients (les clients de la Banque étant ci-après désignés par des références à la deuxième personne du pluriel), au sujet des comptes ouverts auprès de la Banque pour l'utilisation du service d'exécution en ligne d'ordres sur instruments financiers fourni par la Banque (le «service») et des fonctionnalités accessoires qui y sont liées, telles que ces fonctionnalités apparaissent sur le site internet de la Banque (ci-après le «site»).

Votre contrat avec la Banque, conformément aux présentes conditions générales, est conclu à partir du moment où :

- > la Banque aura reçu le formulaire d'ouverture de compte, dûment rempli et signé par vous et les éventuels autres co-titulaires du compte que vous ouvrez chez la Banque, ainsi que toutes les annexes et autres documents visés dans ce formulaire, et
- > la Banque vous aura transmis votre numéro de client et code login, cet envoi faisant preuve de l'acceptation par la Banque de son contrat avec vous sur la base des présentes conditions générales, et
- > le compte que vous avez ouvert aura été provisionné comme indiqué à l'article 1 ci-dessous.  
La Banque vous transmettra ensuite un mot de passe et un mot de passe de trading, vous permettant d'utiliser effectivement le service.

La Banque est soumise à la surveillance de l'autorité de contrôle Luxembourgeoise, la Commission de Surveillance du Secteur Financier, établie à L-1150 Luxembourg, 110, route d'Arlon.

### 1. OUVERTURE DU COMPTE

Afin de pouvoir utiliser le service, vous devez au préalable avoir ouvert un compte auprès de la Banque conformément aux présentes conditions et aux instructions contenues dans le formulaire de demande d'ouverture de compte. Le service ne sera accessible qu'à partir du moment où des espèces et/ou des instruments financiers négociables dans le cadre du service, d'une valeur minimale correspondant au montant indiqué sur le site le jour de l'ouverture du compte, auront été crédités sur ce compte. Chaque compte comprend les espèces et les titres. Vous vous engagez à informer immédiatement la Banque par écrit de tout changement dans les éléments repris dans le formulaire de demande d'ouverture de compte.

### 2. SIGNATURES

Vous devez déposer auprès de la Banque un spécimen de votre signature et, le cas échéant, de vos organes ou signataires autorisés. La Banque peut s'en tenir exclusivement à ces spécimens indépendamment de tout dépôt de signature auprès d'un registre de commerce ou d'une autre publication officielle. La Banque peut (sans y être tenue) admettre la pratique des signatures électroniques et considérer votre signature électronique au sens de l'article 18 (1) de la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique, comme équivalente à une signature originale conforme au spécimen, et attacher à des communications électroniques revêtues d'une telle signature les mêmes effets qu'à un écrit original revêtu d'une signature conforme au spécimen.

### 3. PROCURATION

La Banque tient à votre disposition un formulaire standard de procuration sous seing privé pour vous permettre de conférer un mandat à des tiers. Pour conférer un mandat à un tiers, il faut que ce formulaire soit complété et adressé à la Banque en suivant les indications du formulaire standard. La Banque peut, moyennant information du mandataire dans les meilleurs délais possibles mais pas nécessairement a priori, sans avoir à se justifier, refuser de reconnaître et de donner effet à une procuration.

Le mandat peut prendre fin pour une des raisons suivantes :

- > révocation de la procuration,
- > décès, interdiction, faillite ou déconfiture du mandataire ou en raison d'un événement similaire (notamment incapacité), et
- > votre décès, pour autant que vous soyez l'unique titulaire du compte sur lequel le mandat a été conféré. Vous ou votre héritier/ ayant droit êtes tenu d'informer la Banque par écrit de la survenance de ces événements.

Lorsqu'une procuration cesse de produire ses effets, pour quelque cause que ce soit, vous devez restituer (ou faire restituer par le mandataire) à la Banque tous documents, relatifs au compte ouvert auprès de la Banque sur lequel le mandat a été conféré, qui se trouvent en possession du mandataire. A défaut, vous assumez toutes les conséquences pouvant résulter de l'usage qui serait fait de ces documents par le mandataire ou par un tiers.

Le mandataire est, tout comme vous, lié par les présentes conditions générales. Vous répondez par ailleurs à l'égard de la Banque de tous les actes posés par le mandataire dans le cadre de l'exercice de son mandat. Sauf demande spécifique de votre part, le mandataire possède les mêmes compétences de gestion, de disposition et de résiliation que vous.

### 4. CORRESPONDANCE

La Banque est autorisée à communiquer avec vous, sauf stipulation légale contraire,

- > par courrier électronique adressé à votre adresse e-mail indiqué dans la demande d'ouverture de compte ou, en cas de réponse à un e-mail qui indique, quelque soit l'adresse e-mail utilisée, avoir été envoyé par vous, à cette adresse e-mail,
- > par avis sur le site transactionnel sécurisé et confidentiel ou par avis sur le site public quant il s'agit d'un message à portée générale pour toute la clientèle,
- > par toute autre forme de communication par des moyens électroniques (par exemple pour l'envoi des avis d'opéré, extraits de comptes, etc.),
- > par courrier postal ordinaire,
- > par télécopie, au numéro de télécopie indiqué dans la demande d'ouverture de compte,
- > par avis joint aux extraits de compte.

Vous êtes autorisé à communiquer avec la Banque,

- > en ligne sur le site de la Banque, dans le respect des et selon les fonctionnalités apparaissant sur le site et en utilisant les codes confidentiels requis,
- > par courrier électronique à l'adresse de courrier électronique de la Banque,
- > par courrier ordinaire adressé au siège social de la Banque,
- > par remise au siège social de la Banque contre accusé de réception de la Banque,
- > par télécopie à la Banque, étant entendu que la Banque a le droit de ne pas tenir compte d'une courrier reçu par télécopie si elle a des doutes quant à l'origine ou l'authenticité du message et étant entendu que la Banque peut en toute hypothèse demander, avant de tenir compte de cette télécopie, qu'elle lui soit confirmée par courrier postal ordinaire, auquel cas, seul ce courrier postal sera pris en compte,
- > par téléphone, étant entendu que la Banque a le droit de ne pas tenir compte d'informations ou d'une instruction reçues par

téléphone si elle a des doutes quant à l'identité de l'appelant et étant entendu que la Banque peut en toute hypothèse demander, avant de tenir compte de cette information ou instruction, que celle-ci lui soit confirmée par courrier postal ordinaire ou par télécopie, auquel cas, seul ce courrier sera pris en compte.

Une communication par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen électronique est présumé reçue par son destinataire, dans les 24 heures de l'envoi ou, si elle est effectuée par «postage» sur le site de la Banque, le jour où ce «postage» est effectué.

Une communication par courrier ordinaire est présumée reçue le troisième jour ouvrable suivant celui de l'envoi.

Une communication faite au siège social de la Banque est présumée reçue le jour de l'accusé de réception ou récépissé remis par la Banque.

Vous assumez seul le risque et l'entière responsabilité de l'utilisation frauduleuse de votre adresse e-mail ou de l'envoi par un tiers non autorisé d'un e-mail indiquant frauduleusement qu'il est rédigé et transmis par vous. Votre attention est expressément attirée sur le fait que les messages électroniques (e-mail ou SMS) échangés entre vous et la Banque ne sont pas sécurisés. Ni la confidentialité ni l'intégrité de ces messages, pas plus que l'identité de l'expéditeur et du destinataire ne peuvent être garanties.

La Banque peut à tout moment, moyennant un simple avis sur le site, et notamment pour des raisons de sécurité et de confidentialité, limiter ou suspendre votre droit de recourir à l'un quelconque des moyens de communication susvisés autres que le courrier postal ordinaire. Cette décision peut être prise de façon générale pour un ensemble de (ou tous les) clients ou de façon individuelle, auquel cas l'avis susvisé sera repris sur le site transactionnel sécurisé et confidentiel de ce client.

La Banque peut également (par exemple en cas d'urgence ou de violation par vous d'une de vos obligations) communiquer par téléphone avec vous, au numéro de téléphone ou de téléphone portable indiqué dans la demande d'ouverture de compte.

Les envois postaux (y compris la transmission de titres ou autres valeurs, etc.) se font à vos risques. La Banque peut (sans y être tenue) décider d'expédier tout envoi postal par courrier recommandé, auquel cas les frais de ce courrier sont à votre charge et débités de votre compte.

Vous pouvez indiquer à la Banque, dans la demande d'ouverture de compte que vous souhaitez que la correspondance soit maintenue à votre disposition auprès de la Banque. Dans ce cas, la Banque n'est pas obligée d'imprimer les extraits de compte et autres documents mais il suffit qu'elle les tienne à votre disposition sur son système informatique en ne les imprimant qu'à votre demande, avec indication de la date à laquelle ils ont été produits, et cette date fera foi. La Banque se réserve toutefois le droit d'expédier la correspondance à votre domicile lorsque les circonstances le justifient (en cas d'urgence, de violation d'une de vos obligations, lorsque la Banque est obligée par la loi ou par les règlements en vigueur, etc.), sans que la Banque n'assume une responsabilité de ce chef. Dans ce cas, l'expédition s'effectue à vos frais. La

Banque ne répond pas des conséquences pouvant résulter de la conservation, éventuellement de l'enlèvement et/ou de la délivrance tardive des documents ou de la correspondance maintenue à votre disposition auprès de la Banque. Cette correspondance est présumée délivrée et reçue par vous le lendemain de la date qu'il porte.

## 5. MOUVEMENTS DU COMPTE

Le compte sera utilisé pour l'apport en débit ou en crédit de dépôts d'espèces à vue (ou sous d'autres formes de dépôts conformes à la loi et acceptés par la Banque), en EUR ou toute autre devise acceptée par la Banque, en attente d'affectation à l'acquisition d'instruments financiers ou en attente de restitution, et des dépôts de titres faisant l'objet d'acquisitions, cessions, dépôts, retraits et autres opérations.

## 6. TYPE DE COMPTE

### a. Compte individuel

Vous avez la possibilité d'ouvrir un compte individuel à votre nom, auquel cas vous êtes seul titulaire du compte et seul en mesure d'effectuer des opérations à partir de ce compte.

### b. Compte joint

Vous avez également la possibilité d'ouvrir un compte joint, avec d'autres co-titulaires dont l'identité est reprise dans le formulaire de demande d'ouverture de compte. Dans ce cas, chaque co-titulaire est présumé être, vis-à-vis de la Banque, créancier ou débiteur de l'intégralité des droits et obligations résultant du compte (solidarité active et passive), et peut agir seul sur ce compte, pour effectuer des transactions portant sur des instruments financiers en utilisant le service. Chaque co-titulaire peut marquer son accord ou formuler

des réserves à propos des relevés de compte et des opérations effectuées sur ce compte. Il appartient toutefois aux différents co-titulaires de régler entre eux, par convention séparée, et sans que la Banque soit concernée par cette détermination, les droits respectifs de chaque co-titulaire sur le compte (p.ex. en fixant la quote-part de chacun au pro rata de ses versements dans le compte). La Banque peut à tout moment exiger de chaque co-titulaire qu'il l'informe de cette détermination. En aucun cas, la connaissance éventuelle que la Banque peut avoir de la répartition des actifs entre co-titulaires d'un compte joint ne peut être invoquée à l'encontre de la Banque pour contester ou réduire les effets de la solidarité active et passive entre les co-titulaires sur le compte. Dans l'hypothèse où la Banque aurait à se prononcer

sur la propriété des actifs au crédit d'un compte joint, vis-à-vis des autorités, d'un créancier saisissant, ou de tout autre tiers, elle présumera, sans préjudice à d'autres accords éventuels entre co-titulaires auxquels la Banque demeure étrangère et dont elle n'a pas à s'informer, que ces actifs appartiennent à chacun des co-titulaires par parts viriles égales.

Les transferts d'espèces et de titres ne seront possibles que sur un compte dont le titulaire 1, tel qu'indiqué dans le formulaire de demande d'ouverture de compte, est titulaire, seul ou avec les autres titulaires, ouvert auprès d'un établissement tiers. Toute correspondance relative

à un compte joint sera adressée par la Banque au titulaire 1 et cette correspondance vaudra correspondance à l'ensemble des co-titulaires du compte. Seul ce titulaire 1 recevra les codes confidentiels, et il appartiendra à ce titulaire de communiquer ces codes, sous sa seule responsabilité, aux co-titulaire(s). Le «profil client» renseigné sur le formulaire de demande d'ouverture de compte est présumé

avoir été convenu de commun accord entre l'ensemble des co-titulaires. La Banque peut par ailleurs se fonder sur la résidence fiscale du titulaire 1

pour l'application des règles fiscales liées à la tenue du compte et aux transactions effectuées à partir de ce compte. Il est toutefois expressément précisé que, nonobstant ce qui précède, si un des co-titulaires du compte est résident luxembourgeois, le compte sera soumis aux règles luxembourgeoises applicables, en ce compris en ce qui concerne le régime fiscal.

Sauf obligation légale particulière, le décès d'un co-titulaire n'entraîne pas la clôture du compte joint, qui peut continuer à fonctionner sous la seule signature d'un co-titulaire survivant.

## 7. IDENTIFICATION

Aux fins de permettre à la Banque de vous identifier parfaitement, vous devez joindre à votre formulaire de demande d'ouverture de compte, la copie de vos documents d'identité. L'adresse de votre domicile indiquée sur votre formulaire de demande d'ouverture de compte devra coïncider avec l'adresse de domicile reprise sur votre document d'identité et sera présumée par la Banque être votre résidence fiscale, sauf indication écrite contraire de votre part.

## 8. INDIVISIBILITÉ

Les obligations pesant sur le ou les (co) titulaire(s) de compte(s) envers la Banque sont indivisibles.

## 9. GARANTIE

Sans préjudice aux autres privilèges, sûretés et droits prévus par la loi au bénéfice de la Banque, tous actifs portés au crédit de votre compte chez la Banque, et plus généralement, tous les avoirs dont la Banque pourrait vous être redevable, sont affectés à la constitution d'une garantie sous forme de gage en faveur de la Banque pour toute créance existante ou future de la Banque.

En cas d'inexécution par vous de vos engagements ou de retard dans leur exécution, la Banque est autorisée - sauf les exceptions prévues par la loi - à retenir vos avoirs ou à les réaliser dans les formes légales et à en affecter le produit à l'apurement de vos dettes en principal, intérêts, frais et accessoires. Par ailleurs, si vous deviez ne pas satisfaire à l'une de vos obligations, la Banque sera également autorisée à ne pas remplir ses engagements.

## 10. COUVERTURE DE POSITIONS

La Banque requiert qu'à tout moment des actifs suffisants soient crédités au compte que vous avez utilisé pour réaliser une transaction sur tout type d'instrument (option, produit dérivé, etc.), de façon à couvrir jusqu'à 100 % la position ouverte que vous assumez à la suite de cette transaction, et tous les actifs déposés sont affectés à la couverture de ces positions. La Banque n'est par ailleurs pas tenue de vous offrir un service de passation d'ordres sur tous les types d'instruments financiers, sur tous les marchés, et notamment pas sur ceux vous exposant à

assumer des risques sur des positions ouvertes. Elle se réserve (sans y être obligée) la possibilité d'offrir des services et des fonctionnalités différentes selon les clients, en fonction de leur profil financier et de leur expérience en matière d'investissement. Le service est en toute hypothèse à tout moment limité aux fonctionnalités décrites sur le site (type de marché, type d'instrument, type d'ordre, etc. auquel vous pouvez avoir accès). Vous devez consulter le site pour identifier les services offerts.

Il est toutefois expressément indiqué que la perte éventuelle que vous seriez amené à réaliser sur des positions ouvertes peut dépasser le montant de la couverture fournie et exigée par la Banque, et que la Banque ne garantit pas que le montant de la couverture qu'elle exige correspond au risque que vous assumez sur de telles positions. Dans l'hypothèse où, suite à l'évolution des marchés ou pour toute autre raison, les actifs portés à ce compte sont ou deviennent insuffisants pour couvrir votre position, et/ou si vous n'avez pas remis ou complété, à la demande de la Banque, la couverture nécessaire au plus tard dans le délai fixé par la Banque, vous mandatez irrévocablement la Banque pour procéder à la liquidation, en tout ou en partie, de vos engagements et ce à vos frais et risques. Par ailleurs, la Banque est irrévocablement mandatée pour réaliser, en tout ou en partie, tous les actifs que la Banque conserve pour votre compte, afin de solder toutes les transactions contractées par vous et cela moyennant notification préalable. Dans ces cas, les frais et risques sont à votre charge.

## 11. SOLDES DÉBITEURS

Vous vous engagez à maintenir à tout moment un solde créditeur sur chacun des comptes ouverts à votre nom. Toute tolérance par la Banque d'un débit ne sera en aucun cas constitutive d'un droit au maintien ou à un renouvellement occasionnel de ce débit. En conséquence, la Banque pourra à tout moment exiger le remboursement immédiat et intégral du débit. Tout débit porte intérêts de plein droit et sans mise en demeure, au profit de la Banque, au taux débiteur repris dans la liste des tarifs de la Banque à la disposition permanente du Client sous «Tarifs» sur le site. La Banque est à tout moment et irrévocablement mandatée et autorisée à changer sa liste de tarifs. Les intérêts débiteurs produits par les comptes sont capitalisés trimestriellement. Vous mandatez irrévocablement la Banque pour, de sa propre initiative, procéder à la réalisation de tout ou partie des instruments financiers portés au compte afin d'apurer ce solde débiteur. La Banque s'efforcera, sans obligation de résultat, de vous prévenir de cette réalisation. Le fait pour la Banque de ne pas imputer d'intérêts débiteurs ou de ne pas procéder à la réalisation d'actifs comme indiqué ci-dessus, ne peut en aucun cas être interprété comme une renonciation par la Banque à ses droits en vertu de la présente clause.

## 12. UNICITÉ DE COMPTE

Les divers comptes (espèces ou titres), de quelque nature que ce soit, créditeurs ou débiteurs, quelle qu'en soit la devise, forment les compartiments d'un compte unique et indivisible auprès de la Banque, et ce compte n'est affecté qu'à l'utilisation du service. La Banque peut, de sa propre initiative et sans préavis, compenser les soldes de ces comptes ou effectuer des transferts d'un compte présentant un solde créditeur à un compte présentant un solde débiteur, quelle que soit la devise de ces comptes. Si nécessaire, la conversion de devises s'effectuera au cours de change pratiqué par la Banque le jour du transfert. Toutes les dispositions des présentes conditions générales (y compris la présente clause d'unicité de compte) s'appliquent à chacun des comptes dont vous êtes soit titulaire exclusif soit co-titulaire chez la Banque.

### 13. Avis d'opéré et extraits de compte

Les avis d'opéré, extraits de comptes et autres communications relatives au compte et aux opérations effectuées sur le compte, vous seront envoyés par courrier postal ordinaire (sans préjudice à votre possibilité de faire retenir votre courrier à votre disposition chez la Banque) ou, dans la mesure permise par les réglementations applicables, comme toutes les autres communications émanant de la Banque, par e-mail si vous avez notifié une adresse e-mail à la Banque ou par tout autre moyen électronique autorisé. Un avis d'opéré vous sera transmis après chaque transaction effectuée en utilisant le service. Vous êtes invité à imprimer les communications par e-mail et à les conserver sur un support durable. Vous devez vous assurer de la bonne exécution de vos ordres par la Banque, et vous avez l'obligation d'aviser la Banque de toute erreur (qu'elle vous soit favorable ou défavorable) dans les plus brefs délais. Vous pouvez en outre à tout moment consulter le solde de votre compte et l'historique de vos transactions sur le site. En cas de contradiction entre les indications reprises sur le site et les mentions des avis d'opéré ou des extraits de compte, ces derniers prévaudront toujours.

### 14. RÉMUNÉRATION DES DÉPÔTS

Les espèces déposées sur votre compte espèces produisent intérêt au taux indiqué à la page «Tarifs» sur le site. Ces intérêts constituent une rétrocession d'une partie des intérêts perçus par la Banque sur le remplacement des fonds des clients auprès d'autres institutions financières. Les taux d'intérêt varient selon les devises, et peuvent être modifiés à tout moment par la Banque pour s'adapter aux conditions du marché.

### 15. VALEURS MOBILIÈRES

Toutes les valeurs mobilières portées à votre compte, y compris celles qui seront acquises à la suite de vos ordres exécutés par la Banque, seront réputées fongibles sauf disposition légale contraire. Pour les valeurs mobilières pouvant être soumises à un tirage au sort, vous serez toutefois informé de leurs numéros avant le premier tirage les concernant. En outre, en cas de retrait des valeurs inscrites à votre compte, vous acceptez de recevoir des titres portant le cas échéant des numéros différents de ceux que vous avez déposés, à l'exception de ceux soumis à tirage dont les numéros vous auront été attribués.

### 16. DEVISES

Les sommes à débiter ou à créditer le seront dans la devise où elles auront été payées ou encaissées par la Banque, sans préjudice toutefois au droit pour la Banque d'apurer les découverts apparaissant dans une ou plusieurs devises par la conversion de soldes disponibles dans une ou plusieurs autres devises, conformément à l'article 12. Les sommes à créditer seront portées au même compte, le cas échéant à une rubrique distincte.

### 17. RÉMUNÉRATIONS, TAXES ET FRAIS

La Banque peut prélever sur votre compte la rémunération ou les remboursements de frais qui lui sont dus, ainsi que toutes sommes qu'elle est légalement tenue de prélever, relativement aux transactions effectuées, ou aux revenus encaissés ou autres distributions portées sur ce compte (taxes transactionnelles, taxes similaires applicables dans d'autres pays, précompte mobilier, taxe sur la livraison de titres au porteur, etc.).

### 18. LES VIREMENTS, TRANSFERTS

Les virements, transferts ou remises à votre profit exécutés par l'intermédiaire d'un correspondant de la Banque ou tout autre intermédiaire financier, au Luxembourg ou à l'étranger, ne sont définitivement acquis par vous qu'à partir du moment où la Banque est effectivement en possession des fonds ou titres transférés par le correspondant ou autre intermédiaire, et ceci nonobstant la réception par la Banque d'un avis d'exécution émanant de ce correspondant ou autre intermédiaire. De façon générale, tous les crédits en compte d'espèces et de titres sont effectués par la Banque «sous réserve de bonne fin», et la Banque peut procéder à des contre-passations d'office, comme indiqué ci-dessous, à défaut de transfert effectif.

### 19. CONTRE-PASSATION ET RECTIFICATION D'ERREURS

Vous autorisez la Banque à procéder d'office et sans avis ou autorisation préalable, à la contre-passation en compte d'opérations en cas d'erreur d'écriture, p.ex., et sans limitation, lorsqu'une somme a été créditée deux fois ou imputée erronément, ou à l'inverse quand la Banque a omis de débiter une somme ou des titres, ou encore lorsqu'une opération créditée sauf bonne fin n'a pas été dénouée. En cas d'erreur d'imputation de titres au crédit de votre compte, la Banque peut contre-passer d'office les titres erronément imputés. Si ces titres ont été retirés avant la correction de l'erreur, vous autorisez et mandatez la Banque à racheter, à vos risques et frais, à n'importe quel moment, les titres sur le marché, à défaut pour vous de les restituer dans les 5 jours ouvrables suivant mise en demeure par la Banque par courrier ordinaire. Si ces titres ont été cédés avant la correction de l'erreur, vous autorisez et mandatez la Banque pour contre-passer le produit de cette vente dans votre compte.

### 20. OPÉRATIONS RELATIVES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS REMIS EN DÉPÔT

Sauf convention contraire, la Banque effectue d'office ou fait effectuer d'office par ses correspondants ou sous-dépositaires, les opérations suivantes :

- › elle encaisse ou obtient les remboursements, primes et attributions de titres et sommes quelconques afférentes aux titres en dépôt, et en porte le produit au crédit du compte du client – sauf instruction contraire – dans la devise originale;
- › elle encaisse les dividendes, intérêts et tout autre montant éventuellement dus au client et en porte le produit au crédit du compte du client;
- › elle veille à la régularisation des titres, notamment en pourvoyant aux échanges, au renouvellement des feuilles de coupons, aux estampillages, etc.
- › si et uniquement dans la mesure où la Banque en est informée à temps par son correspondant ou sous-dépositaire, et sans assumer aucune responsabilité autre que celle de relayer l'information au client, la Banque avertit le client des opérations qui requièrent un choix (augmentation de capital avec droit de souscription, offre publique d'achat).

A défaut d'instructions du client, et sauf avis contraire dans la notification par la Banque de l'opération, la Banque agira ou donnera à ses correspondants ou sous-dépositaires instruction d'agir, comme suit :

- en cas d'offre publique d'achat ou d'échange facultatif, la Banque ne procédera pas à l'opération, et les titres dont l'achat ou l'échange est proposé seront conservés;
- en matière de dividende optionnel, la Banque optera d'office pour l'attribution en espèces.

La Banque peut à tout moment notifier à ses clients des modifications à ces modes d'actions.

La Banque n'est responsable de l'exécution ou non-exécution des opérations susmentionnées qu'en cas de dol ou de faute lourde de sa part. Si pour les opérations susvisées, la Banque recourt à un correspondant ou sous-dépositaire, la Banque n'est responsable vis-à-vis de ses clients que si dans la mesure où ce correspondant ou sous-dépositaire est responsable vis-à-vis de la Banque, sauf faute lourde de la Banque dans la sélection de ses correspondants ou sous-dépositaires.

## ➤ 2 LE SERVICE

### 21. TRANSMISSION ET EXÉCUTION D'ORDRES

Le service vous permet de transmettre à la Banque, par voie électronique, des ordres sur instruments financiers (ci-après des «ordres»). Dès réception, les ordres valables sont transmis par voie électronique par la Banque aux marchés concernés, en vue d'être exécutés («en temps réel») (sous réserve de vérifications complémentaires auxquelles elle pourrait être tenue) pour votre compte par ou sous la responsabilité de la Banque (sans préjudice au recours par la Banque à des correspondants). Les ordres sont transmis et exécutés conformément aux présentes conditions générales et dans les conditions et selon les modalités indiquées sur le site le jour où l'ordre est transmis, notamment en ce qui concerne le type d'instruments financiers et les marchés concernés, les types d'ordres traités, les possibilités de vendre sur un marché des titres achetés sur un autre marché, etc.

En recevant, transmettant ou exécutant les ordres d'achat et de vente sur un marché réglementé, ou tous les ordres de souscription, rachat ou conversion d'instruments financiers, ou dans le cadre des opérations de change, la Banque intervient en qualité de mandataire et pas en qualité de contre-partie de ses clients.

### 22. ORDRES VALABLES

La Banque n'exécute des ordres que si ces ordres sont valablement reçus. Au sens des présentes conditions, un ordre n'est considéré comme valablement reçu par la Banque que si l'ensemble des conditions suivantes sont remplies :

- vous avez libellé et transmis votre ordre, en utilisant vos codes confidentiels, et conformément aux instructions indiquées sur le site, exclusivement au moyen des fonctionnalités de communication électronique liées au site, étant entendu que la Banque s'efforcera, sans y être tenue, de donner suite dans des délais raisonnables aux ordres transmis autrement que par voie électronique mais uniquement lorsque les ordres ne peuvent être transmis par voie électronique en raison de problèmes techniques (auquel cas, votre ordre par fax ou courrier, y compris électronique le cas échéant, sera présumé transmis par vous et avec votre consentement, s'il revêt une signature visée à l'article 2, sans que la Banque soit tenue à d'autres vérifications, et sans que la Banque puisse être tenue d'une quelconque responsabilité si elle estime que la conformité de cette signature par rapport aux signatures visées à l'article 2 n'est pas suffisante et refuse en conséquence d'exécuter l'ordre sans autre avertissement),
- le solde créditeur disponible sur votre compte contient, soit en espèces pour l'achat, soit en titres pour la vente, une provision adéquate et suffisante pour l'exécution de l'ordre, en ce compris les taxes et frais y afférents,
- la communication électronique par laquelle l'ordre est transmis, vous est confirmée par la réception d'un numéro d'opération pour l'ordre transmis. Tout ordre valablement reçu sera immédiatement transmis au marché concerné pour exécution. Il est expressément entendu que la Banque peut refuser l'exécution d'un ordre si la provision sur le compte n'est pas suffisante. La Banque ne pourra toutefois être rendue responsable de l'exécution d'un ordre non suffisamment provisionné, et l'acceptation et l'exécution de l'ordre ne privera pas la Banque des droits prévus ci-dessus, et notamment par les articles 10 et 11. Votre attention est attirée sur le fait qu'en cas de passation d'un ordre au prix du marché, il est possible que le prix d'exécution soit supérieur au prix pris en compte pour le calcul de la provision requise au moment où l'ordre est passé. Ce risque est particulièrement marqué sur les marchés les plus spéculatifs, ou lorsque l'ordre porte sur un instrument financier qui va être coté pour la première fois après une offre en souscription publique («IPO»).

### 23. DEMANDE D'ANNULATION

Une demande d'annulation d'un ordre n'est prise en considération par la Banque qu'au moment où elle est valablement reçue, et cette demande d'annulation ne sera considérée comme valablement reçue que si elle est transmise conformément aux règles visées à l'article 22 (i) ci-dessus, mutatis mutandis.

La Banque ne garantit pas qu'elle pourra donner effet aux demandes d'annulation d'ordres, notamment si ces annulations sont valablement reçues après que l'ordre à annuler a déjà été exécuté, ou si cette annulation n'est pas possible compte tenu des règles et modalités de fonctionnement des marchés concernés. De façon générale, au sens des présentes conditions, une demande d'annulation d'ordre est considérée comme un nouvel ordre distinct de l'ordre à annuler.

### 24. CONFORMITÉ AUX RÈGLES APPLICABLES

Vos ordres sont soumis aux règles applicables dans les pays et sur les marchés concernés. Ils ne peuvent être exécutés que s'ils sont conformes à ces règles, et dans la mesure et selon les conditions prévues par ces règles. La Banque n'assume aucune responsabilité en cas d'inexécution d'un ordre (telle que définie ci-dessous) résultant d'une non conformité de cet ordre aux règles applicables, ou pour toute autre raison résultant de l'application de ces règles (p.ex., et sans limitation, fermeture de marchés, suspension de cotations, etc.). Votre attention est expressément attirée sur le fait que les règles applicables varient selon les pays et marchés concernés (p.ex. en ce qui concerne les quantités minimales de titres qui peuvent être vendues /achetées, en ce qui concerne les délais d'exécution ou d'annulation d'un ordre, en ce qui concerne les délais de liquidation, etc.). En cas de doute, il vous appartient de vous renseigner sur ces



règles, le cas échéant via le helpdesk de la Banque. La Banque n'est pas tenue de renseigner ces règles sur le site.

## 25. ABSENCE DE CONSEIL

Le service ne comprend aucun conseil de gestion, fiscal ou juridique et la Banque n'exerce aucun mandat de gestion. Les cours ou autres informations financières disponibles sur le site ne constituent en aucun cas un conseil de vente ou d'achat ou n'importe quel conseil que ce soit.

## 26. ACCESSIBILITÉ DU SERVICE ET DÉFAILLANCES TECHNIQUES

La Banque s'engage à mettre en œuvre tous les moyens raisonnables à sa disposition pour assurer un accès à son site et l'utilisation du service, en recourant aux moyens techniques adéquats, conformes aux normes techniques et aux bons usages en vigueur dans ce domaine. Malgré ces diligences, certains problèmes techniques peuvent survenir chez la Banque, ses correspondants, ou sur les marchés concernés. De même, des problèmes de transmission électronique ou autre peuvent intervenir entre vous, la Banque, ses correspondants ou les marchés concernés, rendant la transmission d'ordres valables impossible, ou, après réception d'un ordre valable par la Banque, rendant l'exécution de cet ordre impossible. Pour autant que de besoin, et sans préjudice au droit de la Banque d'invoquer la force majeure, et au fait que la Banque n'assume que des obligations de moyens et non de résultat, la Banque n'assume donc aucune responsabilité en cas d'inaccessibilité du site et du service rendant impossible

la transmission d'ordres valables, ou en cas d'inexécution, exécution partielle, erronée ou tardive d'un ordre valablement reçu (ci-après, collectivement, une «inexécution») lorsque cette inaccessibilité ou inexécution résulte d'une défaillance technique (en ce compris des problèmes de transmission) échappant au contrôle raisonnable de la Banque, et notamment :

- > les défaillances techniques chez les correspondants de la Banque ou sur les marchés concernés (p.ex. en cas de surcharge d'une bourse),
- > coupure de ligne ou autre voie de communication,
- > panne des machines de la Banque,
- > défaillance imprévisible des logiciels,
- > coupure de courant,
- > décisions des autorités, y compris les autorités des marchés,
- > grèves, vols, et autres événements ayant le même effet.

Compte tenu des problèmes techniques évoqués ci-dessus, il peut arriver que les indications apparaissant sur le site au sujet du statut d'un ordre («executed», «waiting», ou «rejected») ne correspondent pas au statut réel d'un ordre. Il est donc rappelé que seules les mentions de l'avis d'opéré font foi. Lorsque la Banque est informée d'un tel problème, par vous, ses correspondants, ou les marchés concernés, la Banque est autorisée à corriger les erreurs, le cas échéant en procédant aux adaptations requises dans votre compte, en passant les ordres de façon non automatisée, etc. Toute communication faite par la Banque quant au statut d'un ordre, autrement que par affichage sur le site selon les fonctionnalités ordinaires du service (par fax, etc.) prime les indications apparaissant sur le site. Sans préjudice aux articles 13 et 35, vous avez l'obligation d'informer la Banque dans les plus brefs délais de tout problème technique, de transmission ou de tout dysfonctionnement, que vous constatez dans l'utilisation de ce service.

## 27. SUSPENSION DU SERVICE

La Banque peut volontairement interrompre, sans préavis, le service ou une partie de celui-ci :

- > afin de prévenir ou de remédier à une éventuelle déficience ou panne de ses machines, logiciel ou équipement de communication,
- > si la Banque le juge utile, notamment, et sans limitation, en cas de tentative de piratage, de détournement de fonds, ou
- > afin d'assurer la maintenance ou d'apporter des améliorations au service.

Lorsque cela est raisonnablement possible, la Banque s'efforcera de vous informer, dans des délais raisonnables, des interruptions prévues. La Banque ne peut être tenue responsable des dommages résultant éventuellement de ces suspensions du service.

## 28. INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le site donne accès aux cours d'instruments financiers ainsi qu'à d'autres informations financières, telles que des informations sur des sociétés ou des instruments financiers, émissions en cours, etc. La Banque veille à recourir aux fournisseurs d'informations les plus fiables et réputés. L'ensemble de ces informations est toutefois fourni à la Banque par des tiers, et notamment pour certains cours, par les bourses et marchés concernés eux-mêmes.

La Banque ne peut donc garantir l'exactitude de ces informations et décline toute responsabilité pour des dommages résultant soit du caractère erroné de ces informations soit du défaut de transmission de ces informations.

## 29. TARIFS

La Banque agit comme mandataire pour les opérations de bourse. Tous les prix pratiqués par la Banque (taux de courtage, frais, etc.) sont disponibles en ligne sur le site et sur demande écrite adressée au siège de la Banque. Ils peuvent être modifiés à tout moment par la Banque. Les prix applicables à chaque opération (notamment l'exécution d'un ordre) sont ceux indiqués sur le site le jour où cette opération a lieu. Les tarifs en ligne le jour de l'opération prévalent toujours sur les tarifs communiqués préalablement. Les modifications des tarifs seront annoncées avec un préavis de 5 jours ouvrables par le biais d'une annonce sur le site.

## 30. RÉMUNÉRATIONS PAYÉES À DES TIERS OU REÇUES DE TIERS

Dans le cadre de la prestation de services d'investissements, la Banque peut percevoir de la part de tiers, ou payer ou octroyer à des tiers, des rémunérations, commissions ou avantages non monétaires (les « avantages »). Ces avantages sont octroyés en contrepartie de services rendus par leur bénéficiaire, dans le but d'améliorer la qualité du service fourni aux clients. Le Client peut obtenir des informations complémentaires à ce sujet sur demande auprès de la Banque.



### 31. RESPONSABILITÉ DE LA BANQUE

La Banque n'est responsable que de son dol ou de sa faute lourde. Elle n'est pas responsable d'une faute légère ou de tout autre faute. Toutes les obligations de la Banque sont des obligations de moyens et non de résultat. Dans tous les cas où la responsabilité de la Banque est engagée, celle-ci sera limitée aux dommages directs, c'est-à-dire les dommages qui constituent la conséquence nécessaire et inévitable de la faute de la Banque et la Banque ne peut en aucun cas être tenue à une indemnisation des préjudices indirects de nature financiers, commerciaux ou autres, manque à gagner, l'augmentation de frais généraux, la perturbation d'une planification, la disparition de bénéfice, de notoriété, de clientèle ou d'économies escomptées. La Banque n'est pas tenue d'indemniser les pertes de chances de réaliser un gain ou d'éviter une perte.

En dehors des cas de «non-responsabilité» de la Banque énumérés à l'article 26 ci-dessus, la Banque ne peut également être tenue responsable du préjudice résultant pour vous directement ou indirectement d'événements de force majeure ou de mesures prises par les autorités Luxembourgeoises ou étrangères. En conséquence, et sans que cette énumération soit exhaustive, elle ne répond pas des conséquences préjudiciables résultant notamment :

- > d'un incendie ou d'une inondation;
- > de la grève de son personnel;
- > des opérations ordonnées par des personnes investies d'un pouvoir de fait en cas de guerre, troubles, émeutes ou occupation du territoire par des forces étrangères ou illégales;
- > de décisions des autorités, y compris les autorités des marchés boursiers;
- > des erreurs ou d'une interruption des activités des services luxembourgeois ou étrangers du télégraphe, du téléphone, de la poste ou de sociétés de transport privé, ou de tout autre prestataire de service de la société de l'information au sens de la Directive 2000/31/CE du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur;
- > de restrictions légales et réglementaires, Luxembourgeoises ou étrangères, empêchant la restitution à la Banque par ses correspondants, ou par la Banque à ses clients, d'instruments financiers remis à la Banque.

La Banque n'est pas tenue, sauf dans la mesure requise par la loi et les règlements applicables de vérifier l'exactitude des informations et documents que vous lui communiquez dans la demande d'ouverture de compte ou autrement, par exemple au sujet de votre statut fiscal, et même si l'information donnée est vérifiable auprès d'une source publique ou selon toute autre méthode. De même, la Banque n'est pas tenue, en ce qui concerne les clients de nationalité étrangère ou ayant une résidence (fiscale ou autre) à l'étranger, de procéder à de quelconques vérifications quant aux règles de droit étranger susceptibles d'affecter ou de modifier les informations transmises à la Banque. Toute information que vous communiquez à la Banque est réputée exacte, à jour et sincère à tout moment. En vue notamment de protéger sa responsabilité vis-à-vis des autorités, notamment fiscales, la Banque peut néanmoins, sans y être tenue et sans assumer de responsabilité vis-à-vis de ses clients à défaut de le faire, vérifier l'exactitude, l'actualité ou la sincérité des informations et documents que vous lui transmettez, et agir sur base d'informations qu'elle considère elle-même, dans son propre jugement, comme exacts et à jour, sous réserve de vous en informer préalablement en temps utile. En cas de désaccord entre la Banque et vous-même à ce sujet, aucun compte ne sera ouvert, ou, le cas échéant, vos comptes et le contrat conclu sur base des présentes pourront être respectivement clôturés et résilié, sans préavis, frais ou indemnité par chacune des parties.

La Banque peut être amenée, pour la réalisation et l'exécution d'opérations, à recourir à un correspondant ou sous-dépositaire. Elle n'est responsable vis-à-vis de vous que si et dans la mesure où ce correspondant ou sous-dépositaire est responsable vis-à-vis d'elle, sauf faute lourde de la Banque dans la sélection ou surveillance de ses correspondants ou sous-dépositaires.

Lorsque pour l'exécution d'une opération déterminée, la Banque doit temporairement se défaire des titres reçus en dépôts, les risques sont à votre charge, la Banque prenant à cet égard uniquement les précautions d'usage sans responsabilité.

## > 3 OBLIGATIONS DES CLIENTS

### 32. UTILISATEUR NON-PROFESSIONNEL

Si vous signez la déclaration d'utilisateur non-professionnel, vous attestez ce qui suit :

- > Vous signez en votre nom et pour votre compte, et non au nom ou pour le compte d'une société, d'une association, d'un partenariat ou d'un trust.
- > Vous n'utilisez les informations financières que pour vos activités d'investissement personnelles, et non pas en relation avec des activités professionnelles ou commerciales.
- > Vous n'êtes ni enregistré ni agréé auprès de la «Securities and Exchange Commission», de la «Commodities Futures Trading Commission», d'une agence de valeurs mobilières, d'une Bourse ou association de cotation de valeurs mobilières, d'un marché réglementé ou tout autre organisation équivalente à l'étranger, ni propriétaire ou associé de l'une des précédentes.
- > Vous n'êtes pas employé d'une banque, d'une compagnie d'assurances ou de l'un de leurs agents ou représentants, exerçant des tâches en relation avec la négociation de valeurs mobilières de quelque nature qu'elle soit.
- > Vous recevez l'information uniquement à l'adresse mentionnée sur le formulaire d'ouverture de compte et vous ne fournissez pas l'information à d'autres personnes.

En outre vous reconnaissez :

- > Avoir lu et accepté d'être lié par le «Nasdaq Consolidated Subscriber Agreement», dont une copie se trouve sur le site.
- > Que vous n'êtes pas un agent du Nasdaq et que vous n'êtes pas autorisé à ajouter, enlever ou modifier une ou plusieurs clauses du «Nasdaq Consolidated Subscriber Agreement».
- > Qu'aucune clause du «Nasdaq Consolidated Subscriber Agreement» n'a été ajoutée, enlevée ou modifiée.
- > Avoir lu et accepté d'être lié par, le NYSE et l'AMEX Agreements, dont une copie se trouve sur le site.

### 33. DÉCLARATIONS

a. En adhérant aux présentes conditions générales, vous déclarez ou acceptez ce qui suit :

- > vous avez la capacité juridique pour conclure ce contrat et pour gérer vous-même votre portefeuille,
- > vous disposez d'une expérience suffisante en matière d'investissement et vous ne jugez pas nécessaire de vous faire conseiller ou de confier votre portefeuille à un gestionnaire professionnel,
- > vous avez pris connaissance de la note d'information relative aux risques liés aux instruments financiers, disponible sur le site et annexée au formulaire d'ouverture de compte,
- > vous assumez la responsabilité et tous les risques liés aux ordres que vous transmettez à la Banque, étant entendu que la Banque ne pourra être tenue pour responsable de l'opportunité de vos décisions d'investissement et des conséquences financières de vos ordres,
- > vous acceptez que tout ordre soit exécuté tel que vous l'aurez encodé (en ce compris quant à la sélection du marché sur lequel vous souhaitez qu'il soit exécuté, etc.), sans intervention ou conseil de la part de la Banque,
- > vous avez une connaissance suffisante en matière informatique et d'Internet pour utiliser le service,
- > vous vous engagez à tenir la Banque informée de toute modification de votre profil financier et de vos objectifs d'investissement, tels que décrits dans le formulaire d'ouverture de compte,
- > vous n'utiliserez pas le service aux fins de gérer le portefeuille de tiers, ou de vos propres clients, etc., sans en avertir préalablement la Banque, la Banque se réservant à ce sujet le droit, sans être tenue de vous en préaviser, d'informer la Commission de Surveillance du Secteur Financier, si elle a des motifs raisonnables de penser que vous fournissez à des tiers des services d'investissement sans être agréé à cette fin,
- > vous ne revendrez ou rediffuserez pas, de quelque manière que ce soit, les informations financières fournies sur le site,
- > le service et les comptes ouverts chez la Banque ne peuvent être utilisés aux fins de blanchiment d'argent, et sans préjudice aux contrôles de la Banque à ce sujet, vous n'utiliserez pas vos comptes et le service à ces fins, et
- > vos avoirs en compte n'ont et n'auront pas d'origine criminelle.

b. Compte tenu du fait que vos ordres sont transmis en ligne et exécutés en temps réel, vous reconnaissez que la Banque ne sera en mesure de vérifier vos ordres, et de vous conseiller à ce sujet, sur la base notamment de votre profil d'investissement. Vous reconnaissez donc expressément avoir attentivement pris connaissance des risques liés aux divers types d'instruments financiers tels que ces risques sont décrits dans la note d'information jointe aux documents de demande d'ouverture de compte et également disponible sur le site.

### 34. CODES CONFIDENTIELS

Vous garantisiez le respect du caractère personnel et confidentiel des trois codes (login, mot de passe, et mot de passe de trading), et vous assumez l'entière responsabilité de la communication éventuelle de ces codes à des tiers. Tout ordre encodé avec ces codes sera dès lors présumé avoir été transmis par vous ou avec votre consentement et sous votre entière responsabilité.

En cas de perte ou de vol ou d'utilisation frauduleuse de l'un de ces codes, vous êtes tenu d'en avvertir la Banque dans les plus brefs délais. Votre compte sera bloqué par la Banque à votre demande aussi vite que possible après la réception de cette notification.

### 35. CONSERVATION D'INFORMATIONS

Il vous appartient de prendre toute disposition adéquate que vous jugerez utile pour conserver les communications émanant de la Banque (numéro d'opération, extraits de compte, historique des transactions, état de portefeuille, etc.). Si ces informations ont été communiquées par voie électronique et stockées dans la mémoire de votre ordinateur, il vous est recommandé d'en conserver une copie imprimée. Toute demande de duplicata sera facturée par la Banque.

### 36. CONTESTATIONS

Toute plainte, réclamation ou contestation généralement quelconque relative :

- > à un dysfonctionnement du site de la Banque et de ses fonctionnalités,
- > à une information généralement quelconque figurant sur le site de la Banque,
- > à une erreur commise dans une opération,
- > à une inexécution (telle que définie ci-dessus) par la Banque,
- > en ce qui concerne le prix d'exécution ou la non exécution d'un ordre, etc..., doit être adressée par écrit à la Banque, sous peine de déchéance de votre droit de contestation, dans les trois jours ouvrables suivant celui au cours duquel vous en avez eu connaissance ou êtes présumé en avoir pris connaissance, ou dans tout autre délai plus long autorisé par les règles applicables.

## > 4 DIVERS

### 37. CHANGEMENT D'ADRESSE ET ÉLECTION DE DOMICILE

En cas de changement de domicile, d'adresse courrier ou électronique, vous êtes tenu d'en avvertir la Banque. Aussi longtemps que la notification du changement n'a pas été reçue par la Banque, la Banque pourra continuer à correspondre avec vous à votre dernier domicile, votre dernière adresse courrier ou adresse électronique notifiée à la Banque. Les communications transmises à cette ancienne adresse seront alors présumées reçues par vous comme indiqué à l'article 4.

### 38. REFUS D'OPÉRATIONS

La Banque peut refuser un client ou refuser d'exécuter toute opération (acceptation d'un dépôt, retrait, transfert, exécution d'un ordre, etc.) en vue de se conformer à ses obligations légales ou déontologiques en qualité de professionnel du secteur financier.

La Banque peut par ailleurs (mais ne doit pas) refuser de prendre en compte et donner suite à une communication ou une demande d'opération si :

- › elle considère celle-ci comme incomplète, ambiguë ou inexécutable pour toute autre raison,
  - › elle est rédigée, ou accompagnée de documents ou pièces justificatives rédigés, dans une langue autre que le néerlandais, l'allemand, le français ou l'anglais,
  - › dans son appréciation, l'authenticité de celle-ci par rapport au(x) spécimen de signature, est douteuse et si la Banque a des raisons de penser qu'elle n'a pas été signée par vous (ou votre mandataire),
  - › elle est relative à un objet pour lequel des formulaires standard sont mis à votre disposition par la Banque (procuration, etc.) et que ces formulaires n'ont pas été utilisés ou enfin
  - › la communication a été effectuée autrement que selon un des modes valables de communication, tels que définis à l'article 4.
- Dans ces cas, la Banque vous en avise dès que possible par le moyen qu'elle jugera le plus approprié (le cas échéant par téléphone). Il vous appartient néanmoins de prendre l'initiative de vous renseigner sur l'état d'exécution d'un ordre ou d'une instruction à la Banque. Si la Banque décide néanmoins de prendre en compte et donner suite à une telle communication ou demande, sans vous en avertir, vous assumez les risques liés à l'exécution des instructions reçues par la Banque, résultant notamment du caractère incomplet ou ambigu de votre communication ou demande.

La Banque pourra refuser (en tout ou en partie) de réaliser ou reporter la réalisation d'une opération insuffisamment provisionnée. Compte tenu notamment de l'informatisation par la Banque des processus de traitement des opérations, la Banque n'est pas tenue de vous informer du fait qu'une opération n'est pas réalisée en raison d'une provision insuffisante. Ce qui précède est stipulé exclusivement au bénéfice de la Banque. La Banque ne pourra donc jamais être tenue responsable de la réalisation d'une opération pour laquelle votre compte ne contenait pas une provision suffisante.

Si la Banque exécute une opération (y compris un ordre), insuffisamment provisionnée, vous serez tenu d'apurer le solde négatif de votre compte et la Banque pourra exercer, pour apurer ce solde négatif, l'ensemble des droits prévus par les présentes conditions générales.

### 39. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les logiciels sur lesquels reposent le service, ainsi que le contenu du site, incluant notamment les marques et logos, sont protégés par des droits intellectuels. Aucun logiciel, matériel, texte, information, image ou autre œuvre accessible ou visible sur le site ne peut être copié, reproduit, utilisé, distribué, téléchargé, posté ou transmis sous n'importe quelle forme et par n'importe quel moyen, incluant, mais de manière non limitée, le moyen électronique ou mécanique, la photocopie, l'enregistrement. Vous ne pouvez pas dupliquer le site ou son contenu sur tout autre serveur sans l'autorisation, donnée au préalable, de façon écrite et expresse, par la Banque.

### 40. PROTECTION DES DÉPÔTS

La Banque a adhéré au système de garantie des dépôts de l'Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg (A.G.D.L.) ensemble avec d'autres professionnels de la place financière de Luxembourg. La Banque fournira sur votre demande des renseignements relatifs à ce système de garantie des dépôts.

### 41. VIE PRIVÉE

Les données à caractère personnel vous concernant sont enregistrées dans un ou plusieurs fichiers de la Banque dans le respect de la législation applicable à ce sujet au Luxembourg. En adhérant aux présentes conditions générales, vous marquez votre accord pour que vos données soient utilisées par la Banque dans le cadre de la gestion de votre relation contractuelle avec la Banque au sens le plus large (correspondance, gestion des comptes et des paiements), sans toutefois que la Banque puisse communiquer vos données à des tiers, sauf obligation légale ou réglementaire. Vous avez le droit de demander à consulter les données vous concernant et d'y apporter les modifications requises.

### 42. PREUVE

Le contenu et la date de réception et d'expédition de toutes communications stockées par la Banque sur un support électronique durable, ont force probante jusqu'à preuve du contraire, comme un écrit signé en original sur un support papier.

Les informations relatives aux contrats, aux opérations, et aux paiements stockés par la Banque sur un support électronique durable, ont force probante jusqu'à preuve du contraire, comme un écrit signé en original sur un support papier par toutes les parties.

Les livres et documents de la Banque sont considérés comme probants, jusqu'à preuve du contraire. Indépendamment de la nature ou du montant de l'acte juridique à prouver, la Banque peut toujours, en matière civile ou commerciale, administrer la preuve au moyen d'une copie ou d'une reproduction du document original. Sauf preuve contraire apportée par vous, la copie ou la reproduction du document ont la même force probante que l'original.

La Banque peut prouver l'accès au site général et au site transactionnel sécurisé par tout moyens électroniques appropriés. Les traces inaltérables d'accès gravées sur les systèmes informatiques de la Banque vaudront preuve de cet accès.

Tout entretien téléphonique entre la Banque et vous-même, que l'appel émane de la Banque ou de vous, peut être enregistré par la Banque. L'enregistrement aura force probante, comme un écrit signé en original sur un support papier par toutes les parties, et pourra, en cas de litige, être produit en justice.

Vous pouvez être invité à accepter des dispositions complémentaires, modificatives ou dérogatoires d'application générale ou spécifique à certains produits ou services. Vous êtes présumé avoir accepté ces dispositions complémentaires, modificatives ou dérogatoires en cliquant un bouton «j'accepte» sur le site. La preuve de cette acceptation est apportée par la Banque par tout moyens électroniques appropriés.

La présente clause ne limite en rien les modalités de preuve résultant des règles relatives à la signature électronique éventuellement applicables.

### 43. DÉCÈS

En cas de votre décès ou de celui de votre conjoint, la Banque doit en être informée sans retard par les héritiers et/ou les ayants droit,

à l'égard desquels vos obligations sont indivisibles, ainsi que par les mandataires éventuels du défunt. Cet avis est donné par courrier postal uniquement.

Les avoirs que la Banque détient au nom du défunt seront libérés en faveur des héritiers et/ou ayants droit sur production de documents officiels établissant la dévolution de la succession, ainsi que de tous autres documents que la Banque jugerait nécessaire ou utile. La Banque vérifie soigneusement ces documents mais ne répond que de sa faute lourde dans l'examen de leur authenticité, validité, traduction ou interprétation, spécialement lorsqu'il s'agit de documents établis en pays étranger.

Vous reconnaissez et acceptez qu'à l'occasion de la liquidation de votre succession, des informations sur ses comptes et les opérations que vous avez effectuées peuvent être dévoilées par la Banque aux personnes chargées d'organiser la dévolution successorale ou aux autorités.

Toute opération portant sur les avoirs dépendant de la succession, inscrits au nom du défunt ou de son conjoint commun en biens, peut être subordonnée à l'accord écrit de tous ceux qui ont qualité d'héritiers ou d'ayants droit appelés à recueillir tout ou partie des avoirs successoraux détenus par la Banque.

La Banque envoie la correspondance relative aux avoirs qu'elle détient au nom du défunt, à l'adresse indiquée de commun accord par tous les héritiers et/ou ayants droit. A défaut de telles instructions elle est envoyée à l'adresse du défunt ou à toute autre personne chargée des intérêts des ayants droit.

Les héritiers et/ou ayants droit sont solidairement et indivisiblement tenus envers la Banque du paiement des frais en raison de l'ouverture de la succession et de la liquidation de celle-ci.

#### **44. MODIFICATION DES CONDITIONS**

Les présentes conditions générales peuvent être modifiées par la Banque à tout moment. Seules les conditions en vigueur le jour d'une opération, telles que ces conditions apparaîtront sur le site à ce moment, seront applicables aux relations contractuelles relatives à cette opération.

#### **45. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS**

Les présentes conditions sont soumises au droit luxembourgeois, et en cas de litige les tribunaux siégeant à Luxembourg seront exclusivement compétents, sauf le droit pour la Banque de porter le litige devant une autre juridiction normalement compétente y inclus la juridiction d'un pays dans le ressort duquel vous détenez des avoirs. A défaut d'avoir ou d'élire un autre domicile au Grand-Duché de Luxembourg, vous êtes présumé faire éllection de domicile au siège social de la Banque où toutes notifications et significations d'actes judiciaires (y compris des citations) peuvent valablement vous être faites. Dans ce cas, vous serez informé de toute action judiciaire entamée contre vous par la Banque par lettre recommandée à votre adresse étrangère renseignée dans la demande d'ouverture de compte (telle que mise à jour le cas échéant), et reprenant en annexe copie de l'acte introductif d'instance. Vous reconnaissez et acceptez que les retards éventuels dans la réception de ce courrier recommandé soient toutefois sans effet sur la validité de l'introduction de l'instance selon les termes de l'acte introductif signifié à votre domicile effectif ou élu au Grand-Duché de Luxembourg.

#### **46. DURÉE**

Votre convention avec la Banque sur la base des présentes conditions générales est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être résiliée au moyen d'un courrier recommandé par chaque partie avec un préavis d'un jour. Elle prendra de toute façon automatiquement fin dès la clôture du compte ouvert chez la Banque.

A partir du jour de la résiliation, le solde créditeur du compte ne sera plus porteur d'intérêts. A défaut d'instructions claires de votre part au sujet de la mise à disposition des soldes créditeurs ainsi que de vos autres actifs en dépôt auprès de la Banque, dans un délai raisonnable à dater de la résiliation, la Banque pourra elle-même déterminer la façon dont ces soldes créditeurs vous seront remis, à vos risques.

## > APERÇU DES CARACTERISTIQUES ET RISQUES ESSENTIELS DES INSTRUMENTS FINANCIERS

---

Ce document ne prétend pas décrire tous les risques inhérents aux investissements en instruments financiers. Il a plutôt pour objectif de fournir quelques informations de base et de sensibiliser le client sur l'existence de risques inhérents à tous les investissements en instruments financiers. De manière générale, le client ne doit pas procéder à des opérations sans maîtriser la nature de l'opération envisagée ainsi que les risques inhérents à cette opération.

Le client doit donc soigneusement examiner la nature de l'opération en fonction de sa propre expérience, de ses objectifs, de ses ressources financières et de toute autre circonstance relevante.

### RISQUE DE CONJONCTURE

Des changements dans l'activité d'une économie de marché ont toujours des répercussions sur l'évolution du cours des instruments financiers. Les cours fluctuent à peu près selon le rythme des phases de régression ou d'essor conjoncturel de l'économie. La durée et l'étendue des cycles économiques de régression et d'essor varient ainsi que les répercussions sur les différents secteurs de l'économie. En outre, le cycle de conjoncture peut être différent selon les pays.

L'absence de prise en considération ou une fausse analyse de l'évolution de la conjoncture lors d'une décision d'investissement peuvent mener à des pertes. Il faut notamment prendre en considération les répercussions du cycle de conjoncture sur l'évolution des cours.

### RISQUE D'INFLATION

L'investisseur est susceptible de subir des dommages pécuniaires suite à une dévaluation de la monnaie. A cet égard, il faut prendre en compte la valeur réelle du patrimoine existant ainsi que le rendement réel qui devrait être obtenu au moyen de ce patrimoine. Il faudrait s'orienter par rapport aux intérêts réels, c'est-à-dire la différence entre le taux d'intérêt et le taux d'inflation.

### RISQUE PAYS

Bien qu'étant solvable, il est possible qu'un débiteur étranger ne puisse pas effectuer les paiements des intérêts et de ses dettes à l'échéance ou même rester totalement en défaut à cause de capacités ou disponibilités de transfert inexistantes dans son pays d'origine. Ce risque inclut d'une part le danger d'une instabilité économique et d'autre part celui d'une instabilité politique. Ainsi, des paiements auxquels l'investisseur a droit peuvent faire défaut en cas de manque de devises ou de limitations de transferts à l'étranger. En ce qui concerne les instruments financiers émis dans une monnaie étrangère, il se peut que l'investisseur reçoive les paiements dans une devise qui n'est plus convertible en raison de limitations de change. En principe, il n'y a pas de moyens pour se protéger contre un tel risque.

### RISQUE DE CHANGE

Les cours des devises fluctuant l'une par rapport à l'autre, il existe un risque de change lorsque les instruments financiers sont détenus dans une monnaie étrangère.

Les éléments essentiels influençant le cours des devises d'un pays sont notamment le taux d'inflation d'un pays, les différences des taux d'intérêts par rapport à l'étranger, l'appréciation de l'évolution de la conjoncture, la situation politique mondiale et la sécurité de l'investissement. En outre, des événements d'ordre psychologique, tels que des crises de confiance dans les dirigeants politiques, sont susceptibles d'affaiblir la devise d'un pays.

### RISQUE DE LIQUIDITÉ

En cas de liquidité insuffisante du marché, l'investisseur risque de ne pas pouvoir vendre ses instruments financiers au prix du marché. En principe, il faut distinguer entre l'illiquidité déterminée par le jeu de l'offre et de la demande et l'illiquidité liée aux caractéristiques inhérentes à l'instrument financier ou aux usages du marché.

L'illiquidité en fonction de l'offre et de la demande existe lorsqu'il y a exclusivement ou presque exclusivement de l'offre (cours vendeur) ou exclusivement ou presque exclusivement de la demande (cours acheteur) pour un instrument financier à un certain cours.

Dans ces circonstances, l'exécution d'un contrat d'achat ou de vente n'est pas réalisable immédiatement et/ou seulement partiellement (exécution partielle) et/ou à des conditions défavorables. En outre, des coûts de transactions plus élevés sont susceptibles d'être appliqués.

Une illiquidité en raison des caractéristiques inhérentes à l'instrument financier ou aux usages du marché se présente, par exemple, en cas d'une longue procédure de transcription d'opérations sur actions nominatives, de délais d'exécution longs en raison des usages du marché ou d'autres limitations de commerce, d'un besoin de liquidité à court terme qui ne peut pas être couvert par la vente des valeurs mobilières.

### RISQUES PSYCHOLOGIQUES

Des facteurs irrationnels peuvent influencer l'évolution générale des cours, comme par exemple des tendances, des opinions ou des rumeurs susceptibles d'entraîner des diminutions considérables des cours, bien que la situation financière et les perspectives des entreprises n'aient pas évolué défavorablement.

### RISQUE CRÉDIT

Les achats d'instruments financiers financés au moyen de crédits contiennent plusieurs risques supplémentaires. D'une part, des garanties supplémentaires peuvent être exigées en cas d'un dépassement du crédit en raison de l'évolution du cours des avoirs nantis. Si l'investisseur n'est pas en mesure de se procurer de telles garanties, Keytrade peut être contrainte de vendre les titres déposés à un moment défavorable. D'autre part, la perte subie lors d'une évolution du cours défavorable est susceptible d'être supérieure à l'investissement initial. Des fluctuations des cours des instruments financiers nantis peuvent influencer négativement la capacité de rembourser les prêts.

Il faut être attentif au fait que l'effet de levier provoqué par des achats d'instruments financiers à crédit génère une sensibilité plus importante aux fluctuations de cours proportionnellement et présente ainsi des chances de gains plus élevés mais aussi en même temps des risques de pertes plus importantes. Les risques de tels achats augmentent avec l'importance de l'effet de levier.

### LE RISQUE FISCAL

Le risque fiscal peut surgir en raison de la législation imprécise en ce qui concerne l'aspect fiscal des instruments financiers. Les confusions peuvent notamment se rapporter au taux d'imposition, à l'application de mesures fiscales. Aussi une modification de la fiscalité en ce qui concerne la composition de la famille : divorce, décès, dispositions testamentaires, peuvent avoir des conséquences fiscales pour les instruments financiers. Ces imprécisions peuvent être présentes lors de l'entrée en vigueur de



la législation mais peuvent aussi apparaître plus tard. Pour les instruments financiers étrangers, les conventions fiscales peuvent, entre différents autorités, avoir également une influence sur le rendement financier.

### LE RISQUE ATTACHÉ À L'UTILISATION DES MOYENS INFORMATISÉS POUR EFFECTUER LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Pour effectuer l'instruction souhaitée, chaque système informatisé a sa propre interface avec une terminologie spécifique et avec sa propre méthodologie. La terminologie utilisée peut différer

selon le contexte et la région linguistique, ce qui a pour conséquence qu'un terme local utilisé peut avoir un contenu différent dans une autre région linguistique. À défaut de suffisamment de connaissance de l'interface, de mauvais ordres peuvent être passés.

## > RISQUES SPÉCIFIQUES RELATIFS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

### LES OBLIGATIONS

Les obligations sont des titres négociables, nominatifs, au porteur ou dématérialisés, émis par une société commerciale ou une collectivité publique à destination de ceux qui lui prêtent des capitaux et dont la valeur nominale, lors de l'émission, correspond à une division du montant global de l'emprunt. Il y a des obligations soit à intérêts fixes, soit à intérêts variables. La durée ainsi que le mode de remboursement sont préétablis. L'acheteur d'une obligation (le créancier) est titulaire d'un droit de créance à l'égard de l'émetteur (le débiteur).

#### CARACTÉRISTIQUES

- > Rendement : dépend du coupon, de la durée, du prix d'acquisition et du prix de remboursement.
- > Durée : à court terme (< à 4 ans), à moyen terme (4-8 ans) ou à long terme (> à 8 ans).
- > Paiement : sauf dispositions contraires, les emprunts sont remboursés soit à l'échéance de l'obligation, soit par annuités, soit à des dates différentes par tirage au sort.
- > Intérêts : les intérêts dépendent des modalités de l'emprunt; par exemple, des intérêts fixes pour la durée totale ou des intérêts variables qui s'orientent souvent par rapport au taux des marchés financiers (ex. : LIBOR ou FIBOR).

#### RISQUES

- > Risque d'insolvabilité  
L'émetteur risque d'être temporairement ou définitivement insolvable, entraînant son incapacité de payer les intérêts ou de rembourser l'emprunt. La solvabilité d'un émetteur peut changer suite à l'évolution générale de l'économie ou des changements relatifs à l'entreprise et/ou au secteur d'activité de l'émetteur pendant la durée de l'emprunt. Ceci peut être notamment dû à des changements conjoncturels, à des changements relatifs à l'entreprise, au secteur d'activité et/ou au pays concerné ainsi qu'à des évolutions politiques engendrant des conséquences économiques importantes. Une détérioration de la solvabilité de l'émetteur a des répercussions défavorables sur l'évolution du cours des instruments financiers concernés.
- > Risque de taux  
L'incertitude relative sur l'évolution des taux d'intérêts fait que l'acheteur d'un instrument financier à taux fixe est soumis à un risque de chute de cours, si les taux d'intérêts augmentent. La sensibilité des obligations à une évolution des taux dépend notamment de la durée restante à courir et du niveau nominal des intérêts.
- > Risque de remboursement anticipé  
L'émetteur d'une obligation a la possibilité de prévoir à son profit un droit de remboursement anticipé auquel il pourra avoir recours en cas de diminution du niveau des taux d'intérêt dans le marché. Un tel remboursement anticipé peut mener à des changements des rendements attendus.
- > Risque des obligations à lots  
Des emprunts amortissables par tirage au sort, dont la durée est difficilement déterminable, peuvent mener à des changements imprévisibles dans le rendement attendu d'une obligation.
- > Risques spécifiques de certaines obligations  
En ce qui concerne certains types d'obligations, des risques supplémentaires peuvent exister : par exemple, Floating Rate Notes, Reverse Floating Rate Notes, Zero Bonds, obligations en monnaie étrangère, obligations convertibles, obligations subordonnées etc. Concernant ces types d'obligations, l'investisseur est invité à s'informer des risques énoncés dans le prospectus d'émission et à ne pas acquérir de tels titres avant d'avoir mesuré tous les risques. En cas d'obligations subordonnées, les investisseurs doivent s'informer au préalable du rang de l'obligation par rapport aux autres obligations de l'émetteur, parce qu'en cas de faillite de celui-ci, ses obligations ne pourront être remboursées qu'après le paiement de tous les créanciers bénéficiant d'un rang supérieur.  
En cas d'obligations «reverse convertible», l'investisseur risque de ne pas obtenir le remboursement total du principal, mais une somme moindre équivalente à la valeur des titres sous-jacents à l'échéance.

### LES ACTIONS

**MIFID** : Actions négociées sur un marché réglementé - Actions négociées sur un marché non réglementé

Dans le cadre de la transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne concernant Markets in Financial Instruments (MiFID), Keytrade effectue une distinction entre produits financiers non complexes (pour lesquels Keytrade ne doit pas tester au préalable la connaissance et l'expérience du client) et les produits financiers complexes (pour lesquels Keytrade teste la connaissance et l'expérience du client). Keytrade assimile les actions négociées sur un marché réglementé comme des produits financiers non

complexes et les actions négociées sur un marché non réglementé comme des produits complexes.

Les actions sont des titres négociables, nominatifs, au porteur ou dématérialisés, délivrées à l'actionnaire pour constater ses droits dans une société. L'action se présente comme une fraction du capital social d'une société dite de capitaux.

### CARACTÉRISTIQUES

- › Rendement : dividendes et augmentations de cours sont possibles.
- › Droits de l'actionnaire : droits pécuniaires et de participation; ces droits sont déterminés par la loi et les statuts de la société émettrice.
- › Cession d'actions : sauf disposition légale contraire, la cession des actions au porteur s'opère, en principe, sans formalités spécifiques alors qu'il existe souvent des limitations concernant les actions nominatives.

### RISQUES

- › Risque d'entreprise  
L'acheteur d'actions n'est pas un créancier mais un apporteur de capital et devient ainsi copropriétaire de la société de capitaux. Il participe par conséquent à l'évolution de la société ainsi qu'aux chances et risques y relatifs, ce qui peut entraîner des développements inattendus de l'investissement. Le cas extrême consiste en la faillite de la société émettrice susceptible d'entraîner la perte totale des sommes investies.
- › Risque de cours  
Les cours des actions peuvent être soumis à des fluctuations imprévisibles entraînant des risques de pertes. Des augmentations ou diminutions des cours à court, moyen ou long terme alternent sans qu'il soit possible de définir la durée de ces cycles. En principe, il faut distinguer entre le risque général de marché et le risque spécifique attaché à l'entreprise elle-même. Ces deux risques influencent l'évolution du cours des actions.
- › Risque de dividendes  
Le dividende d'une action est principalement déterminé par le bénéfice réalisé par la société émettrice. Ainsi, en cas de faibles bénéfices ou en cas de pertes, il est possible que le dividende soit réduit ou qu'aucun dividende ne soit distribué. Il existe également des sociétés qui ont pour politique de ne pas distribuer de dividendes.

## LES FONDS

### MIFID : Fonds UCITS – Fonds non UCITS

Dans le cadre de la transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne concernant Markets in Financial Instruments (MiFID), Keytrade effectue une distinction entre produits financiers non complexes (pour lesquels Keytrade ne doit pas tester au préalable la connaissance et l'expérience du client) et les produits financiers complexes (pour lesquels Keytrade teste la connaissance et l'expérience du client). Keytrade assimile les Fonds UCITS comme des produits financiers non complexes et les Fonds non UCITS comme des produits complexes.

### FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Les fonds communs de placement ne possèdent pas la personnalité juridique. Ils sont la propriété indivise de leurs «participants» (= copropriétaires) qui y ont apporté de l'argent et sont gérés pour le compte de ceux-ci par une société. Leur but est placer l'argent des investisseurs en divers avoirs suivant le principe de la répartition des risques et de faire bénéficier leurs actionnaires ou participants des résultats de la gestion de leurs actifs.

### CARACTÉRISTIQUES

- › Fonds ouverts : dans un fonds ouvert, le nombre des parts et, par conséquent, des participants n'est à priori pas déterminable. Le fonds pourra émettre des parts nouvelles ou racheter des parts déjà émises. A l'égard de l'investisseur, le fonds est obligé de racheter, à charge du fonds, les parts au prix de rachat convenu et conformément aux dispositions contractuelles.
- › Fonds fermés : dans un fonds fermé, l'émission est limitée à un nombre déterminé de parts. Contrairement aux fonds ouverts, il n'y a pas d'obligation pour le fonds de racheter les parts. Les parts peuvent seulement être vendues à des tiers ou, le cas échéant, en bourse. Le prix obtenu se détermine en fonction du jeu de l'offre et de la demande.

### RISQUES

- › Risque de gestion  
Etant donné que le rendement des investissements d'un fonds d'investissement dépend, entre autres, des aptitudes des gérants et de la qualité de leurs décisions, des erreurs d'appréciation dans la gestion du fonds peuvent mener à des pertes ou moins-values.
- › Risque de chute du prix des parts  
Les parts des fonds d'investissement sont soumises au risque de baisse de leur cours, ces diminutions reflétant une baisse de valeur correspondante des titres ou devises composant les avoirs du fonds, toutes autres choses restant égales. Plus la diversification des investissements est grande, moins les risques de pertes seront importants. A l'inverse, les risques sont plus importants en présence d'investissements plus spécialisés et moins diversifiés du fonds. Il faut donc être attentif aux risques généraux et spécifiques qui sont attachés aux instruments financiers et aux devises contenues dans les fonds. L'investisseur doit s'informer des risques spécifiques de chaque fonds en consultant notamment le prospectus y relatif.

## LES SICAVS

Les sicavs ou sociétés d'investissement à capital variable possèdent la personnalité juridique : ce sont des sociétés d'investissement

qui ont la forme de sociétés anonymes (SA) ou de sociétés en commandite par actions (SCA). Chaque investisseur devient actionnaire et reçoit un nombre de parts proportionnel à son apport. Chaque part est rémunérée proportionnellement aux revenus encaissés par la Sicav. Ces revenus sont soit redistribués aux détenteurs de parts, soit capitalisés (c'est-à-dire réinvestis dans la société). Le traitement fiscal des sociétés d'investissement diffère fondamentalement de celui des fonds de placement.

## CARACTÉRISTIQUES

- Caractéristique principale : à tout moment, l'investisseur peut entrer ou sortir d'une sicav; la sicav peut en permanence et sans formalités augmenter son capital en émettant de nouvelles actions ou à l'inverse, réduire son capital en vendant des actions existantes.
- Chaque transaction s'effectue à la valeur d'inventaire du moment. La valeur d'inventaire correspond à la valeur de marché, par action, de l'actif net du portefeuille. Cette valeur d'inventaire est calculée périodiquement, le plus souvent quotidiennement, et est publiée dans la presse financière. Cette publication se fait avec un peu de retard : les calculs de la valeur des portefeuilles d'un jour déterminé ne peuvent en effet s'effectuer que le lendemain, lorsque tous les cours de bourse sont connus.
- Les sicav peuvent être divisées en compartiments : cela veut dire qu'une sicav peut se composer de différents types de titres, chacun de ceux-ci correspondant à une partie distincte des actifs de la société. A chaque émission d'un compartiment, un prospectus est mis à disposition des investisseurs, qui leur explique sa politique d'investissement spécifique.
- L'investisseur peut, facilement et à un coût modique, convertir les titres placés dans un compartiment en titres d'un autre compartiment.
- Le contrôle du respect des règles d'investissement est assuré par l'autorité de contrôle compétente de la sicav.

## RISQUES

- Risque d'insolvabilité  
Négligeable, le risque qu'une sicav fasse faillite est pratiquement exclu.
- Risque de liquidité  
Ces titres peuvent toujours être vendus aux conditions du marché, moyennant des frais de sortie.
- Risque de change  
Nul, si la sicav est investie uniquement en euro, élevé, si la sicav investit dans des monnaies volatiles, sans couverture des risques de change et si la protection de capital n'est pas exprimée en euro.
- Risque de taux  
En général, une augmentation de taux exerce un impact négatif sur le cours des actions et indirectement sur celui d'une sicav.
- Risque de volatilité du cours  
Il est déterminé par l'évolution générale de la bourse où la sicav investit. La volatilité est moins grande que celle d'une action individuelle.
- Risque d'absence de revenu  
Les sicavs de capitalisation ne distribuent pas de dividendes.

## LES TRACKERS

Le terme «trackers», parfois appelés actions indices, désigne un type spécial de placements. Il s'agit en fait de fonds ou de paniers d'actions cotés en bourse au même titre que les actions.

Ces produits offrent la performance d'un indice ou d'un panier d'actions et allient les avantages des actions (simplicité, cotation continue,...) à ceux des fonds traditionnels (accès à un vaste choix de valeurs, diversification).

## CARACTÉRISTIQUES

- Instrument facile à utiliser et à comprendre : au lieu de se porter sur une seule action à la fois, l'investissement se fait dans un groupe d'entreprises, autrement dit un indice ou un panier d'actions. En une seule transaction, l'investisseur peut ainsi avoir accès à un portefeuille diversifié.
- Instrument transparent : la diffusion quotidienne de la composition du fonds ainsi que celle de la valeur liquidative et la diffusion en continu de la valeur liquidative indicative de chaque tracker assurent aux investisseurs une bonne visibilité sur l'évolution de leur investissement.  
Le prix d'un tracker reflétant une fraction du niveau d'indice (1/10ème, 1/100ème), l'évolution de sa performance est d'autant plus facile à suivre.
- Instrument polyvalent : les trackers répondent à toutes sortes d'investissements pour tout type d'investisseur : premier investissement en bourse, investissement de long terme, stratégies de gestion indicielle, gestion de trésorerie, combinaison avec les dérivés de même sous-jacent, outil de couverture, stratégies d'arbitrage.
- Instrument économique : l'achat ou la vente d'un tracker est plus avantageux(se) que l'achat ou la vente de chacune des action constitutives du panier sous-jacent. En outre, les frais de courtage sont similaires à ceux des actions et les frais de gestion du fonds sont faibles.
- Instrument liquide : une diversité de stratégies générant une liquidité naturelle : négociation du panier, transactions sur options et contrats à terme, tenue de marché et investissement de plus long terme.

## RISQUES

- Risque d'insolvabilité  
Négligeable car les trackers sont émis par des établissements de crédit.
- Risque de liquidité  
Non. Le détenteur d'un tracker a la possibilité, à tout moment pendant la cotation, de vendre son tracker très facilement au prix du marché.
- Risque de change  
Il dépend du portefeuille sous-jacent (voir prospectus). Nul, si les actions sous-jacentes sont libellées en euro. Peut être significatif pour ceux libellés dans d'autres devises.
- Risque de taux

En général, une augmentation des taux d'intérêt a un impact négatif sur l'évolution du cours des actions, donc sur les indices et donc sur les trackers qui sont des paniers d'actions.

➤ Risque de volatilité du cours

Le cours d'un tracker peut fluctuer, tout comme celui d'une action. Toutefois, l'indice étant basé sur un panier diversifié d'actions, le tracker n'est pas soumis à de trop grandes fluctuations.

## LES OPTIONS

Les options sont des instruments dérivés dont la valeur évolue compte tenu de l'évolution du sous-jacent. La partie qui achète une option reçoit le droit d'acquérir («call») ou de vendre («put») l'actif sous-jacent à une certaine échéance ou pendant une certaine période pour un prix de base déterminé et ce contre paiement d'une prime à sa contrepartie, le vendeur de l'option.

### CARACTÉRISTIQUES

- Durée : la durée de l'option est la période allant du jour de sa souscription jusqu'au jour de l'échéance du droit d'option.
- Relation entre l'option et le sous-jacent : cette relation fait ressortir le nombre d'unités du sous-jacent que le titulaire d'une option peut acheter (Call) ou vendre (Put) par l'exercice de son droit d'option.
- Prix de base : le prix de base équivaut au prix convenu antérieurement auquel le titulaire de l'option peut acheter ou vendre la valeur sous-jacente lors de l'exercice de son droit d'option.
- Effet de levier : tout changement du prix de la valeur sous-jacente entraîne en principe un changement proportionnellement plus important du prix du droit d'option.
- Achat d'un Call ou d'un Put : l'acheteur d'une option Call espère que, lors de la durée de l'option, le prix de la valeur sous-jacente augmente ce qui entraîne une augmentation de valeur de son droit d'option alors que l'acheteur d'une option Put peut faire des bénéfices lorsque le prix de la valeur sous-jacente diminue.
- Vente d'un Call ou d'un Put : le vendeur d'une option Call anticipe une baisse de valeur du sous-jacent alors que le vendeur d'un Put peut faire des bénéfices en cas de hausse de la valeur du sous-jacent.

### RISQUES

➤ Risque de cours

Les options sont traitées en bourse ou hors bourse et sont soumises à la loi de l'offre et de la demande. Un rôle important dans la détermination du cours de l'option consiste en la question de savoir s'il existe un marché suffisamment liquide pour l'option en l'espèce ainsi que l'évolution réelle ou attendue du cours de la valeur sous-jacente correspondante. Une option Call perd de sa valeur lorsque le cours de la valeur sous-jacente diminue alors que le contraire vaut pour l'option Put. Le cours d'une option n'est pas seulement déterminé par des changements de cours de la valeur sous-jacente, mais aussi par une série d'autres facteurs, comme par exemple la durée de l'option (valeur temps) ou la fréquence et l'intensité des changements de cours de la valeur sous-jacente (volatilité).

Par conséquent, le risque d'une perte de valeur de l'option peut exister même si le cours de la valeur sous-jacente reste inchangé.

➤ Risque de l'effet de levier

L'effet de levier de l'option réagit en principe de façon proportionnellement supérieure aux changements de cours de la valeur sous-jacente et offre ainsi, lors de sa durée, des chances de gains plus élevées mais aussi en même temps des risques de perte plus importants.

Le risque attaché à l'achat d'une option augmente avec l'importance de l'effet de levier de l'option.

➤ L'achat d'une option

L'achat d'une option est un investissement hautement volatile et la probabilité que l'option arrive à échéance sans aucune valeur est très élevée. Dans ce cas de figure, l'investisseur aura perdu la totalité de la somme utilisée pour l'achat de la prime plus les commissions.

Suite à l'achat d'une option, l'investisseur peut maintenir la position jusqu'à l'échéance ou effectuer une opération de sens opposé ou bien, pour les options de type «américain», l'exercer avant l'échéance.

L'exercice de l'option peut impliquer soit le règlement en numéraire d'un différentiel soit l'achat ou la livraison de l'actif sous-jacent.

Si l'option a pour objet des contrats Futures, l'exercer sous-entendra prendre une position en Futures et accepter les obligations afférentes qui consistent à s'adapter aux marges de garantie.

➤ La vente d'une option

La vente d'une option comporte, en général, la prise d'un risque plus élevé que son achat. En effet, même si le prix obtenu pour l'option est fixe, les pertes qui peuvent se produire à l'encontre du vendeur de l'option sont potentiellement illimitées.

Si le prix de marché de l'activité sous-jacente oscille de façon défavorable, le vendeur de l'option se verra dans l'obligation d'adapter les marges de garanties afin de maintenir la position. Si l'option vendue est de type «américain», le vendeur pourra être à tout moment assigné à régler l'opération en numéraire ou à acheter ou livrer l'actif sous-jacent.

L'exposition du vendeur au risque peut être réduite en tenant une position sur le sous-jacent (titres, indice ou autre) correspondant à celle liée à l'option vendue.

## LES TURBOS

### CARACTÉRISTIQUES

Un Turbo est un produit d'investissement qui grâce à un système de levier permet de profiter autant des hausses que des baisses des instruments financiers.

En investissant en Turbos, vous pouvez investir en indices, actions, matières premières, devises et obligations.

### RISQUES

Par l'effet de levier, un placement en turbos est plus risqué qu'un placement dans la valeur sous-jacente. Si le cours de la valeur sous-

jacente atteint ou dépasse le niveau stop-loss, le turbo est alors automatiquement liquidé et la valeur restante est remboursée. Vous pouvez dans ces cas précis perdre l'entièreté de votre investissement.

Si vous investissez dans un turbo dont la valeur sous-jacente est cotée dans une devise étrangère, le cours du turbo peut être influencé négativement par l'influence des cours de change.

## LES WARRANTS

### CARACTÉRISTIQUES

Le warrant est un contrat qui donne le droit d'acheter (warrant «call») ou de vendre (warrant «put») une valeur sous-jacente durant une période définie à un prix déterminé d'avance émis par un établissement financier qui en assure la liquidité.

Tout produit financier peut faire l'objet d'un warrant : action, obligation, devise, indice boursier, etc. Le warrant est un droit, non une obligation.

Le contrat détermine la quantité de titres à recevoir ou à céder au moment de l'exercice. L'échange se fera au comptant ou dans la valeur sous-jacente.

### RISQUES

- **Risque de l'émetteur**  
Il convient de s'assurer de la solvabilité de l'émetteur. Le risque est relativement faible si l'émetteur est une institution contrôlée, et seulement s'il s'agit de warrants couverts pour lesquels l'émetteur a pris la peine de se provisionner dans le sous-jacent qu'il peut devoir être amené à livrer en cas d'exercice du warrant.
- **Risque de liquidité**  
Ce risque dépend du volume de transactions sur le warrant.
- **Risque de change**  
Ce risque est nul pour les warrants donnant droit à la souscription de nouvelles actions ou obligations en euro.
- **Risque de taux**  
En général, une augmentation des taux d'intérêt exerce un impact négatif sur l'évolution du cours des actions et indirectement sur le cours du warrant.
- **Risque de volatilité du cours**  
Le warrant est un instrument spéculatif; son cours est en général plus volatil que celui de son sous-jacent.
- **Risque d'absence de revenu**  
Le warrant ne donne droit à aucun revenu.
- **Risque de capital**  
Il n'y a pas de capital à rembourser.
- **Autres risques**  
Au moment d'exercer le warrant, les conditions peuvent être moins favorables qu'au moment de l'émission (taux d'intérêt du nouveau titre inférieur au taux du marché dans les cas d'une obligation ou prix d'achat inférieur au cours de bourse dans le cas d'une action). Le warrant peut dans ce cas perdre toute valeur.

## LES PRODUITS STRUCTURÉS

### CARACTÉRISTIQUES

Un produit structuré est un produit hybride dont la performance peut dépendre de un ou plusieurs sous-jacents : un panier d'actions, des indices boursiers, des devises, des matières premières ou même des stratégies de gestion active.

Les produits structurés sont des produits échéancés, avec ou sans garantie du capital.

### RISQUES

- **Risque d'insolvabilité**  
L'émetteur et/ou le garant risque(nt) d'être temporairement ou définitivement insolvable(s). Il convient de s'assurer de leur solvabilité. Le risque est relativement faible si l'émetteur est une institution contrôlée. Keytrade ne travaille qu'avec de grandes banques internationales de premier ordre pour structurer et garantir les produits structurés.
- **Risque de liquidité**  
Il n'existe pas nécessairement de marché pour les produits structurés.
- **Risque de change**  
Via un produit structuré émis en Euro, vous pouvez investir dans des instruments financiers internationaux sans aucun impact des variations de change.
- **Risque de remboursement anticipé**  
L'émetteur d'un produit structuré a la possibilité de prévoir à son profit un droit de remboursement anticipé. Un tel remboursement anticipé peut mener à des changements des rendements attendus.
- **Risques spécifiques de certains produits structurés**  
L'investisseur est invité à prendre connaissance des risques spécifiques (risque de taux d'intérêts, ...) dans le prospectus d'émission et les documents liés.

## LES PRODUITS NÉGOCIABLES SUR LA PLATEFORME KEYTRADE PRO

Les produits négociables sur la plateforme Keytrade Pro sont des produits complexes qui comportent le risque potentiel d'une perte

plus élevée que le montant de la marge déposée. A côté des risques spécifiques à chacun de ces produits (voir ci-après), veuillez également prendre en considération les risques suivants :

### RISQUES LIÉS AU DAY TRADING

La stratégie de day trading peut être définie comme la stratégie de trading caractérisée par des transmissions d'ordres intra-day par le client aux fins d'effectuer des achats et vente sur le(s) même(s) titre(s).

- > le day trading n'est pas approprié pour les personnes ayant des ressources financières limitées et/ou une expérience en matière de trading limitée et /ou une faible tolérance au risque;
- > le day-trading suppose une connaissance des marchés financiers et du fonctionnement du système d'exécution d'ordres de Keytrade;
- > le day-trading peut avoir pour conséquence le paiement de frais de transactions importants (comme conséquence du nombre d'ordres exécutés).

### RISQUES PROPRES AUX PRODUITS À MARGE

- > en raison de la hauteur de la marge exigée par Keytrade, tout changement de prix au niveau de l'actif sous-jacent, peut entraîner des pertes importantes, pouvant excéder de façon substantielle la valeur de la marge déposée. Tout profit ou perte survenu à la suite d'une fluctuation de l'actif sous-jacent sera entièrement imputé sur le compte et aux risques du client;
- > en cas de dépassement de l'utilisation de la marge déposée, Keytrade peut immédiatement clôturer une ou plusieurs positions ouvertes du client, en tout ou en partie, ou réaliser ou vendre tout actif généralement quelconque en compte du client auprès de Keytrade, sans en avertir le client au préalable;
- > Keytrade peut augmenter les exigences de marge sans en informer le client au préalable.

## LES CFDS

Le «Contract For Difference» (en abrégé, CFD) est un contrat conclu entre deux parties en vue d'échanger la différence entre le prix du sous-jacent à l'acquisition du contrat et le prix du sous-jacent à la clôture du contrat multiplié par le nombre d'unités du sous-jacent mentionné dans le contrat.

### CARACTÉRISTIQUES

Les CFDs n'ont pas d'échéance et peuvent être échangés à tout instant. Cet instrument financier est négocié de gré à gré («OTC» ou over-the-counter). Le sous-jacent porte sur des actions ou sur des indices. Lors d'un éventuel paiement de dividendes sur les actions sous-jacentes, l'acheteur d'un contrat «long» (spéculation à la hausse) reçoit un paiement compensatoire et paie un intérêt sur la valeur de marché de la position en actions sous-jacentes. Ces montants sont payés par le vendeur du contrat «long». Lors d'un éventuel paiement de dividendes sur les actions sous-jacentes, l'acheteur d'un contrat «short» (spéculation à la baisse) paie un paiement compensatoire, et reçoit un intérêt sur la valeur de marché de la position.

L'avantage de ce produit est l'effet de levier qu'il induit sur le rendement et les risques. En effet, le client peut traiter ce produit sans avoir à procéder à de gros mouvements de capital. Le client doit juste déposer une garantie afin de constituer la marge initiale exigée. Cette marge a pour but de couvrir les pertes potentielles pouvant résulter de la transaction. Le contrat est clôturé automatiquement si les pertes excèdent les montants en garantie.

### RISQUES

- > Risque sur la nature du contrat  
L'investisseur ne peut traiter des CFDs que s'il comprend la nature du contrat dans lequel il s'implique et l'étendue des risques auxquels il s'expose.
- > Risque d'effet de levier  
Lorsque l'investisseur fait des transactions sur des produits à effets de levier, les risques de pertes rapides d'argent sont importants. La puissance de l'effet de levier peut jouer contre lui aussi facilement et rapidement qu'il peut jouer en sa faveur. L'investisseur doit toujours appliquer les stratégies de minimisation des risques afin de pallier aux éventuelles mauvaises performances du marché.
- > Risque d'intérêts  
Pour les positions «long» détenues à la clôture d'un jour de bourse, l'investisseur doit payer un intérêt au jour le jour sur le montant emprunté. En réalité, les CFDs sont essentiellement adaptés aux positions à court terme, les frais financiers sur les positions à long terme pouvant absorber les gains potentiels. Les positions fermées avant la clôture d'un jour de bourse ne sont pas assujetties à ces frais financiers. Les positions «short» sur CFDs ne sont pas assujetties à ces frais financiers et comprennent même parfois une faible partie d'intérêts.
- > Droit de vote  
L'investisseur ne possède pas le sous-jacent et donc il n'a aucun droit sur le sous-jacent, notamment pas de droits de vote.

## LE FOREX

Une opération Forex désigne l'un des trois contrats suivants :

- > Un contrat de change au comptant sur devises («Spot») est un contrat en vertu duquel les parties s'accordent à échanger dans un



délai de paiement correspondant au délai de livraison des quantités données de devises;

- › Un contrat à terme de gré à gré sur devises («Forward Outright») est un contrat en vertu duquel les parties s'accordent à échanger dans un délai convenu et généralement à plus de deux jours ouvrables des quantités données de devises;
- › Un contrat d'option sur devises donne à son acheteur le droit d'acheter ou de vendre et à son vendeur l'obligation d'acheter ou de vendre un montant fixé de devises contre une autre devise, à un cours fixé d'avance et à (ou jusqu'à) une date convenue.

## CARACTÉRISTIQUES

Ces contrats sont négociés de gré à gré («OTC» ou over-the-counter).

Le client doit déposer une garantie afin de constituer la marge initiale exigée. Cette marge a pour but de couvrir les pertes potentielles pouvant résulter de la transaction. Le contrat est clôturé automatiquement si les pertes excèdent les montants en garantie.

## RISQUES

- › Risque de change  
Il se rapporte aux fluctuations des devises au cours du temps. Il se peut que ces valeurs chutent rapidement entraînant des pertes substantielles à moins que des ordres «stop loss» n'aient été utilisés.
- › Risque de taux d'intérêt  
Ce risque peut résulter de distorsions entre les taux d'intérêt des deux devises.
- › Risque crédit  
C'est la possibilité qu'une des parties impliquées dans une transaction Forex n'honore pas sa dette à la conclusion du contrat. Ceci peut se produire quand une banque ou une institution financière se retrouve en état d'insolvabilité.
- › Risque pays  
Ce risque est associé aux gouvernements qui peuvent intervenir au niveau des marchés des changes en limitant l'écoulement de leur devise. Il y a davantage de «risque pays» avec les devises «exotiques» qu'avec les devises principales qui permettent les échanges libres de leur devise.
- › Risque d'effet de levier  
Dans ce domaine, les stratégies de placement peuvent être liées à des risques élevés. Par exemple, en faisant appel aux effets de levier, une évolution de faible amplitude du marché peut déjà conduire à d'importants gains ou à des pertes substantielles. Dans certains cas, la totalité du placement est susceptible d'être perdu.

## LES FUTURES

Un Future est un contrat standardisé traité sur un marché organisé ou réglementé aux termes duquel le client achète ou vend une matière première ou un produit financier (le sous-jacent), à un prix déterminé au moment de la conclusion du contrat, mais livrable à une date ultérieure prédéterminée.

## CARACTÉRISTIQUES

Ces contrats comprennent différentes caractéristiques : le sous-jacent peut être une matière première (blé, pétrole, métal) ou un produit financier (taux d'intérêt, actions, indices boursier), le contrat se base sur une quantité (dans le cas des matières premières) ou sur un nominal (produits financiers), le mode de cotation est exprimé en pourcentage ou en valeur, la valeur du contrat varie sur base de la variation nominale du prix (le «tick»), le contrat détermine l'échéance et le mode de liquidation (par livraison du sous-jacent ou en espèces. Keytrade Pro ne propose que le mode de liquidation en espèces). Cet instrument financier est négocié sur un marché organisé.

Le client doit déposer une garantie afin de constituer la marge initiale exigée. Cette marge a pour but de couvrir les pertes potentielles pouvant résulter de la transaction. Pendant toute la durée du contrat, une marge complémentaire est périodiquement déterminée et exigée de la part de l'investisseur. Elle représente le bénéfice ou la perte comptable, résultant de la modification de la valeur contractuelle ou du sous-jacent. La marge complémentaire peut atteindre un montant multiple de celui de la marge initiale. Les modalités de calcul de la marge complémentaire, pendant la durée du contrat ou en cas de liquidation, sont fonction des règles boursières et des spécifications contractuelles de chaque cas.

## RISQUES

- › Risque d'effet de levier  
Si le marché évolue d'une façon non conforme aux attentes de l'investisseur, l'effet de levier peut s'opérer au préjudice de l'investisseur. La perte peut être très importante (en théorie illimitée).
- › Risque de pertes  
Pour un achat à terme, la perte est limitée au montant de l'achat si le titre chute. Par contre, en cas de vente à terme à découvert, c'est-à-dire sans avoir le titre en portefeuille, il n'y a pas de limite théorique à la perte possible : si le titre vendu à découvert connaît une hausse importante, la perte peut être très élevée car pour faire face à son obligation, le vendeur devra racheter très cher le titre vendu.
- › Risque de contrepartie  
Ne connaissant pas la contrepartie, il y a toujours un risque que la contrepartie ne tienne pas ses engagements.
- › Risque de change  
Le risque de change peut être élevé dans le cas de devises volatiles mais il est nul pour les contrats en Euro.
- › Risque de volatilité du cours  
Le marché des Futures est un marché extrêmement liquide et donc il y a une grande négociabilité des Futures sur ces marchés ce qui augmente la volatilité des sous-jacents.
- › Absence de revenu  
Le Future ne donne pas droit à un revenu.



62, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg  
Tel. (+352) 45 04 39 info@keytradebank.lu  
Fax (+352) 45 04 49 www.keytradebank.lu